

## SESSION 2 : REPENSER LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE

Cette deuxième session de la journée du 03 novembre 2009 a porté sur le thème « Repenser la gouvernance en Afrique ». Elle a été présidée par ..... en remplacement de Mme Julia Dolly Joiner, Commissaire aux Affaires Politiques à la Commission de l'Union Africaine. Elle a été animée par cinq orateurs.

Le premier présentateur, Ousmane SY, Président du Conseil d'administration de l'IAG, a axé sa communication sur les pistes pour repenser la gouvernance en Afrique. Il en a proposé quatre, à savoir :

- 1) mettre les valeurs éthiques et morales au cœur de la refondation ; ce qui permettra d'avoir une plus grande légitimité de la gouvernance en Afrique;
- 2) *partir des expériences des acteurs dans le processus de refondation.* En partant de ce que les gens vivent au quotidien, on devrait éviter des formules de gouvernance qui sont inventées ailleurs et qui ne prennent pas en compte les réalités du terrain. Ceci d'autant plus que la gouvernance doit camper sur les réalités que les populations vivent au jour le jour ;
- 3) articuler l'unité et la diversité. Les sociétés africaines sont caractérisées par la diversité. Il faudrait donc veiller à ne pas opposer l'unité et la diversité, mais plutôt articuler les deux ;
- 4) articuler le local et le national, puis le national et l'international. Il est important de partir du local pour repenser la gouvernance en Afrique. Mais ce qui est local doit aussi être en phase avec ce qui se situe au niveau national. Par ailleurs, plutôt que de se limiter à la dimension nationale, il faut aussi prendre en considération le fait qu'aucun pays ne peut se passer aujourd'hui des autres pays du monde.

A partir de ces pistes, on devrait arriver à une gouvernance qui permette d'affronter les grands défis de la création de la richesse, de la création de l'emploi, bref à faire de la gouvernance la voie indiquée pour le développement des pays africains.

La deuxième communication a été présentée par Jean-Pierre Elong Mbassi, Secrétaire Exécutif de la CGLUA. Ce dernier a d'abord précisé que son organisation, mise en place par les collectivités locales pour que leur voix soit entendue, plaide toujours pour une prise en compte des intérêts des populations à la base. Il s'est ensuite posé la question de savoir pourquoi il faut repenser la gouvernance. Il a proposé trois raisons. La première raison concerne l'urbanisation. La concentration en cours de la population africaine dans les villes fera que dans trente ans, l'Afrique sera urbaine alors qu'elle était rurale il y a trente ans. Ceci entraîne des bouleversements importants et des comportements qui sont loin d'être anodins, mais sont un nouveau mode de vie des Africains. La deuxième raison concerne la mondialisation, qu'il ne faudrait pas considérer comme un fait conjoncturel, tant elle est là pour rester. Les conséquences de la mondialisation, notamment sur la manière dont les décideurs politiques ont domestiqué ce discours, se font déjà sentir. En effet, comme ce fut le cas avec les programmes d'ajustement structurel (PAS), les décideurs politiques sont plus préoccupés d'avoir le satisfecit des institutions de Bretton Woods plutôt que de tenir les promesses qu'elles ont faites à la population lors des campagnes électorales. D'où la nécessité de déconstruire ce genre de discours et de comportements. La troisième raison concerne la mondialisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). En effet, avec les NTIC, tout ce qui se passe à quelque coin de l'Afrique qui soit est connu à travers le monde à la minute près. L'Afrique est désormais vue selon ce que les médias projettent sur elle et selon ceux qui pensent l'Afrique. La quatrième

raison concerne la crise environnementale, notamment ses conséquences sur les migrations climatiques, la guerre de l'eau qui se profile à l'horizon.

Jean-Pierre Elong Mbassi a ensuite proposé de repenser la gouvernance à partir du niveau local pour quatre (4) raisons :

- 1) pour s'assurer cette double légitimité à la fois traditionnelle et moderne ; une dualité qui reste vivace en Afrique ;
- 2) parce que le niveau local crédibilise ce qui est amorcé, étant donné que c'est au peuple, qui se situe à ce niveau, qu'il faut rendre compte de ce que l'on fait;
- 3) parce que toute gouvernance a pour objectif le développement, et il n'y aurait pas de sens à la gouvernance s'il n'y a pas de développement au niveau local ;
- 4) parce que le niveau local est celui d'implantation des projets, même si, hélas, les pratiques, y compris celles des partenaires au développement, ont tendance à privilégier le niveau national ou, comme on dit souvent, le niveau macro;
- 5) parce que le niveau local est stratégique pour la prévention des conflits, tant il est vrai que beaucoup de conflits que l'on connaît aujourd'hui concernent les communautés au sein des Etats, et non des Etats entre eux.

Jean-Pierre Elong Mbassi propose enfin que l'IAG contribue à reconstruire la société africaine à partir de la fondation, c'est-à-dire le niveau local, quitte à l'Union Africaine à le faire à partir du toit.

La troisième communication a été faite par Mme Aituaje Irène Pogoson de l'Université d'Ibadan. Elle a porté sur certains éléments qui devraient permettre de repenser la gouvernance en Afrique. Il s'agit d'abord d'avoir des institutions fortes en Afrique, devant lesquelles tout individu, qui qu'il soit, reste soumis et comptable. Il faudrait ensuite des citoyens responsables et éduqués, capables de comprendre et de remettre en question certaines recettes de la gouvernance telle qu'elle se pratique actuellement. Capables aussi de bien comprendre le bien-fondé des nouvelles options de la gouvernance et de s'y impliquer. L'Afrique doit aussi réussir sa lutte contre la pauvreté, tant il est vrai que là où il y a des pauvres, il est difficile d'avoir une bonne gouvernance. Elle doit aussi impliquer la société civile dans tout processus de réinvention de la gouvernance en Afrique. Mais le plus important de tout est d'avoir de bons leaders politiques et autres en Afrique. Pour Mme Pogosson, l'Afrique continue à souffrir des mêmes problèmes depuis les années des indépendances. Et tout tourne autour du leadership, car les leaders n'arrivent pas à faire face comme il faut aux nombreux défis auxquels le continent fait face. D'où la nécessité d'avoir des leaders crédibles et qui rendent compte auprès des populations, grâce aux processus électoraux.

La quatrième communication a été faite par Joseph Mugore, responsable de la Gouvernance au Bureau Afrique du PNUD. Ce dernier estime d'abord qu'il y a une multiplicité de raisons qui plaident pour la réinvention de la gouvernance en Afrique. Et qu'il sera peut-être difficile d'arriver à un consensus sur toutes ces raisons. Il estime ensuite que plusieurs acteurs se sont impliqués pour le développement de l'Afrique : les gouvernements africains, les gouvernements d'autres pays du monde, les intellectuels, les conseillers internationaux, la société civile, le PNUD, etc. La question est donc de savoir qui doit repenser la gouvernance en Afrique. Et comment ? Joseph Mugore propose de tirer les leçons du passé, de l'histoire de l'Afrique, et des changements en cours. Il considère qu'il est impératif de tenir compte des intérêts des uns et des autres, de voir comment interagir avec la communauté internationale. Pour lui, la gouvernance politique n'a pas, malgré toutes les tentatives, donné de bons résultats, aussi ne faudrait-il pas se limiter à elle. Au contraire, il propose de mettre l'accent

sur la gouvernance économique, laquelle permettra de réduire la pauvreté. En effet, si la gouvernance ne pense pas à la production des richesses, à leur répartition entre les différentes couches de la population, et donc à réduire la pauvreté, il est difficile que cette gouvernance puisse conduire au développement. Le problème cependant est de savoir comment le faire. Est-il possible de s'inspirer des expériences des quelques pays asiatiques qui ont pu relever le défi en peu de temps? Joseph Mugore propose un appareil d'Etat et un système politique qui favorise cette gouvernance économique.

La cinquième et dernière communication a été faite par Okey Onyejekwa, Directeur général du Centre pour la Gouvernance durable. Il a estimé que malgré les différents programmes qui ont été mis en place, notamment depuis le Plan d'Action de Lagos, l'Afrique souffre toujours de son sous-développement. Il se demande si un des problèmes ne serait pas celui de la conceptualisation de la gouvernance en Afrique, si cette conceptualisation tient compte de la dualité des institutions africaines, si elle met suffisamment en relation la recherche du développement. Okey Onyejekwa constate ensuite qu'il y a une schizophrénie intellectuelle telle qu'il y a plusieurs façons de penser la gouvernance en Afrique. Et que les indicateurs quantitatifs pour mesurer la gouvernance ne prennent peut-être pas en compte la dimension qualitative de ce phénomène. Il plaide pour la nécessité de prendre en compte les populations africaines, leurs problèmes, leurs valeurs dans toute tentative de définition et de mise en œuvre de la gouvernance en Afrique.

#### Débat

Suite aux contraintes liées au système de traduction simultanée, la durée du débat a été écourtée et les échanges entre les participants et les communicateurs n'ont quasiment pas eu lieu. On peut noter cependant quelques interventions qui sont revenues sur la nécessité de penser le développement de l'Afrique à partir de la base, d'articuler le local et le national, et de mettre les individus au centre des préoccupations de toute gouvernance.

B. Mumpasi LUTUTALA  
Secrétaire Exécutif Adjoint du CODESRIA  
Rapporteur de séance